

Le négationnisme turc en Belgique

La commémoration du centième anniversaire du génocide des Arméniens a, pour la première fois, ouvert un large débat public sur la présence du négationnisme turc en Belgique. Une forme de racisme extrême, méconnue et encore trop souvent tolérée.

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

1915 : l'Empire Ottoman, gouverné par le mouvement « Jeunes Turcs », organise le massacre de 1.500.000 personnes innocentes (dont des femmes, enfants, vieillards...) parce qu'elles sont ethniquement arméniennes. Il s'agit d'un crime qui correspond à ce que le droit international qualifie de génocide. 2015 : La République de Turquie, qui a succédé à l'Empire ottoman, continue de nier ce génocide. « *La Turquie, s'oppose à la présentation unilatérale de cette tragédie comme un génocide commis par un groupe contre l'autre, sans pour autant minimiser les conséquences tragiques de cette période.* » (1) Nier, comme le fait l'Etat turc, la réalité d'un génocide, est non seulement une forme extrême de racisme, qui revient à nier l'appartenance à l'humanité des victimes, mais également l'expression d'une solidarité morale avec les bourreaux. Ce négationnisme entretient le racisme et ouvre la voie à de nouveaux crimes.

Didier Reynders (MR) le ministre des Affaires étrangères, a rejeté cette demande par ces mots consternants : « *Il appartient à des tribunaux de se prononcer en la matière. Il ne nous paraît pas opportun que d'autres instances (NDLR : tels le gouvernement ou le Parlement) se substituent au pouvoir judiciaire (NDLR : pour reconnaître le génocide).* » Il s'agissait-là d'une adhésion pure et simple à la position défendue par la Turquie en la matière.

Le « prétendu génocide arménien »

L'organisation de « minutes de silence » commémoratives par les assemblées parlementaires a également

« **Négationnisme** : désigne l'ensemble des attitudes adoptées et des explications fournies pour nier la vérité d'un génocide. La négation d'un génocide est une composante du crime. Elle est tissée avec le crime. C'est une stratégie de destruction de la vérité et de la mémoire. » (Yves Ternon, La problématique du négationnisme, L'Arche, mai 2003).

parlement bruxellois le mot « génocide » n'a pas été utilisé, et que la minute de silence l'a été pour toutes les victimes de la Première Guerre mondiale, vous le devez à ces trois hommes. [...] C'est grâce au lobbying de ces trois députés que le président du parlement n'a pas utilisé le mot « génocide » dans son

discours. La commémoration (minute de silence) ne s'est pas faite spécifiquement pour les Arméniens, mais pour tous les morts de la Première Guerre mondiale. »

Le refus de reconnaître le génocide des Arméniens n'est pas propre à certains députés belgo-turcs du Parti socialiste. Ainsi, après avoir tenté d'esquiver des journalistes qui la pressaient de s'exprimer à ce sujet, la députée bruxelloise Mahinur Özdemir a été convoquée le 29 mai dernier par le Comité de déontologie de son parti, le CDH. Au terme de cette procédure, ce comité a indiqué avoir constaté que « *Madame Özdemir a refusé de reconnaître le génocide arménien, ce qui est contraire aux valeurs défendues par le CDH.* » Il a en outre indiqué qu'elle ne pouvait dès lors plus faire partie du CDH.

En réaction, le 1er juin suivant, Özdemir feignait toujours de découvrir cette question : « *Ça fait cinquante ans que les Belgo-Turcs ont immigré en Belgique, ce sont des gens qui ont construit leur histoire ici, et ils ont toute une vie ici. Moi j'ai fait toute ma scolarité ici, en tant que jeune issue de la troisième génération, je trouve incroyable qu'on*

Les événements récents seraient-ils le signe d'un véritable engagement des responsables politique dans la lutte contre cette forme de racisme ? Il est trop tôt pour l'affirmer.

En Belgique, la commémoration du centenaire du génocide a révélé la présence de ce négationnisme dans notre pays. Dans un premier temps, le gouvernement Michel s'est lui-même positionné en faveur de la thèse de l'Etat turc. Le 23 avril, pressé par le député Olivier Maingain (FDF) de reconnaître le génocide des Arméniens (devant le Parlement, et au nom du gouvernement belge),

mis au jour le « malaise », si pas leur négationnisme, de certains députés belges d'origine turque par rapport à cette question. Un député bruxellois (Sevket Temiz, PS, ex-MR) a ainsi diffusé sur les médias sociaux un article du journal turc *Zaman Belçika*, qui indiquait, à son propos et à celui de deux autres députés PS (Koyuncu Hasan et Ermin Özkarar) : « *N'oubliez pas la tête de ces trois hommes. Si au*

m'interroge sur une histoire qui ne me concerne pas et ne fait pas partie de ma vie aujourd'hui [...]. Tout d'un coup, on me met devant une question que je ne maîtrise pas, que je ne connais pas et qui évolue en dehors... » (2). Pourtant, selon le reportage du journaliste Mehmet Koksal, publié sur son blog Humeur allochtone, Özdemir assistait bien, en février 2007, à une conférence intitulée *Regard sur le prétendu génocide arménien* de l'historien négationniste turc Yusuf Halaçoğlu, dans les locaux de la Diyanet (Fédération religieuse islamique turque) à Saint-Josse (3).

□ □ □

MEHMET KOKSAL : « J'ARRÊTE ! »

« [...] alors que la pénalisation des propos négationnistes a été bloquée au Sénat (par le PS et le CDH), sur le terrain bruxellois ce sont ceux qui reconnaissent le génocide arménien qui ont été punis *manu militari*. »

« Bon, Mehmet, tu savais quand même qu'ils allaient un jour te casser la gueule après tout ce que tu as déjà pu écrire

sur la question arménienne. Concernant le propriétaire du café arménien qu'ils ont attaqué [à Bruxelles], il paraît que cette personne a été reconnue devant l'ambassade de Turquie alors qu'il manifestait pour la reconnaissance du génocide arménien. Il n'est donc pas tout à fait blanc non plus ! », dit un observateur. Suis-je le seul à

m'inquiéter de ce glissement dangereux soutenu par les dirigeants politiques de ce pays ? Les dirigeants se rendent-ils compte des « modèles » politiques qu'ils sont en train de promouvoir pour de simples calculs électoralistes à court terme [...] », Mehmet Koksal, « J'arrête », 29/10/07, <http://allochtone.blogspot.be/>

« Ni racisme anti-Turc, ni complaisance vis-à-vis du négationnisme ».



Manifestation pour commémorer le centenaire du génocide 2015 dans les rues d'Istanbul : « Le génocide se poursuit. »

En 2007, peu après la rédaction de ce reportage (et bien d'autres), le jeune Belgo-Turc bruxellois qui l'avait écrit avait dû mettre un terme à la couverture journalistique qu'il assurait à travers son blog de la vie de la communauté elgo-turque – et notamment de la question du négationnisme –, suite à une agression et à des menaces

à l'égard de ses proches : « De mon côté, la situation est devenue insupportable. Menaces et insultes, pression familiale et procès à charge dans les associations et cafés turcs [...] J'arrête donc ce blog, victime de son succès, afin d'offrir une fausse "vie normale" à mon entourage. » (lire l'encadré ci-contre).

« Je vous demande d'imaginer [...] la façon dont la négation d'un génocide peut changer la vie. Avec un tel scénario, la réalité objective ne signifie rien [...]. La réalité subjective domine. C'est ce qui se passe en Turquie avec le génocide des Arméniens. Je viens de cette Turquie-là. La reconnaissance, le

repentir, l'humilité, et la honte sont les caractéristiques d'un être humain. En l'absence de cela, un peuple, un pays, sont susceptibles de commettre de nouveaux crimes, afin de normaliser la violence et faire de la violence un mode de vie. C'est le cas en Turquie. En l'absence de ces émotions, il n'y a pas de

place pour la catharsis, la repentance, ou la culpabilité. C'est le cas depuis le génocide des Arméniens. Et les gouvernements successifs en Turquie continuent de commettre de nouveaux crimes. » (Ayse Gunaysu, militante de l'Association des Droits de l'Homme en Turquie, 2012.)

A l'époque, bien peu d'attention avait été accordée à cet événement. Le vote d'une résolution relative au génocide à la Chambre (quelque faible et critiquable que soit sa formulation) et l'exclusion d'Özdemir du CDH, qui sont deux événements récents, sont-ils le signe d'un véritable engagement des responsables politiques dans la lutte contre cette forme de racisme ? Il semble trop tôt pour l'affirmer.

Un engagement durable en ce sens passera en tout cas par la compréhension profonde de l'ethno-nationalisme raciste et meurtrier sur lequel s'appuie le négationnisme de l'État turc. Cet engagement devra être accompagné d'une double dénonciation. D'un côté, la dénonciation de ceux qui tentent de récupérer la lutte contre le négationnisme pour développer eux-mêmes un racisme anti-turc. De l'autre, celle de ceux qui revendiquent une légitimité du négationnisme au nom d'un respect de l'« identité » turque. La voie de la dignité et du respect mutuel est étroite. Elle est cependant déjà bien tracée, notamment par les démocrates turcs qui luttent courageusement contre le négationnisme et contre les autres formes de racisme. □

□ □ □

A LIRE ÉGALEMENT :

Eric David (ULB): *Le génocide selon le Droit*, p. 30
Boghos Mouradian, (Arméniens démocrates): *La parole d'un Arménien n'a pas d'importance*, p. 32
Dogan Özgüden (Info-Turk): *La supériorité de la race turque et de l'islam*, p 36

(1) Voir, par exemple, le dossier *Les Événements de 1915 et la Controverse Turco-Arménienne sur l'Histoire* sur le site du ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie.

(2) Interview à Télé Bruxelles.

(3) <http://allochtone.blogspot.be/2007/02/belgique-une-confrence-negationniste.html>